

## L'Inde dans le jeu des puissances, entre Ukraine et G20

Par **Jean-Luc Racine**

**Jean-Luc Racine** est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes, École des hautes études en sciences sociales) et chercheur *senior* à Asia Centre.

La quête de puissance indienne mérite examen à la lumière de l'abstention de New Delhi sur l'Ukraine et de ses ambitions affichées à la faveur de la présidence du G20. Membre du Quad et de l'Organisation de coopération de Shanghai, qu'elle préside aussi en 2023, l'Inde est-elle une puissance d'équilibre ou une puissance en quête d'équilibre, entre Eurasie et Indo-Pacifique, entre un Occident dont elle se rapproche en le critiquant et un Sud global dont elle se veut un pilier face à la Chine ?

**politique** étrangère

Narendra Modi, Premier ministre largement reconduit aux législatives de 2019, avait affirmé<sup>1</sup> dans son programme électoral : « Nous croyons que l'heure de l'Inde est venue. Elle émerge comme puissance, et se connecte aux acteurs du monde multipolaire. L'essor de l'Inde est la nouvelle réalité, et nous jouerons un rôle majeur pour façonner l'agenda global du XXI<sup>e</sup> siècle. » Quatre ans plus tard, alors que les célébrations du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance sont closes, le discours officiel et nombre de commentateurs indiens s'emballent, voyant dans la présidence indienne du G20 l'opportunité de peser sur l'évolution du système mondial. Pourtant, à l'Organisation des Nations unies (ONU) qu'elle voudrait réformer, l'Inde multiplie les abstentions lors de votes significatifs, sur l'Ukraine mais pas seulement. Cette dichotomie mérite examen. Un examen complexe, le régime déployant en permanence une politique de communication – ou de propagande – qui affiche sur le plan international des valeurs qui ne sont pas toujours mises en pratique en interne.

---

1. « Sankalp Patra, Lok Sabha 2019 », Bharatiya Janata Party, 2019, p. 38.

On portera d'abord attention à la volonté indienne de puissance et au discours qu'elle suscite, avant d'analyser le choix abstentionniste sur l'Ukraine, puis d'aborder le discours parallèle accompagnant la présidence du G20 et ses premiers résultats. On s'interrogera *in fine* sur le statut de l'Inde sur la scène mondiale : puissance d'équilibre ou puissance en quête d'équilibre ?

### **Le discours sur la puissance**

Dans son introduction au dernier Dialogue Raisina – conférence organisée début mars 2023 à New Delhi, devenue l'un des rendez-vous mondiaux des affaires géopolitiques, stratégiques et géoéconomiques –, le *Foreign Secretary* indien Vinay Mohan Kwatra, plus haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, soulignait « la confiance en soi, les ambitions et les capacités croissantes de l'Inde » ainsi que sa volonté de « chercher des solutions collectives aux problèmes communs ». Il a cité la phrase sanscrite devenue le *leitmotiv* du discours diplomatique indien : *Vasudhaiva Kutumbakam* (le monde est une famille), que complète le slogan<sup>2</sup> de Narendra Modi mis en exergue de la présidence indienne du G20, ouverte le 1<sup>er</sup> décembre 2022, « Une terre, une famille, un avenir » (sous-entendu : « en commun »).

Les deux thèmes qui structurent cette approche sont le passage annoncé du statut de pays émergent à celui de puissance et ce que l'Inde compte accomplir comme présidente du G20, avec, en toile de fond, la lecture indienne de l'ordre et du désordre d'un monde marqué par le choc de la pandémie du Covid-19, les effets du changement climatique et une polarisation géopolitique croissante, aggravée par le conflit en Ukraine et ses contrecoups économiques de portée globale.

L'Inde émergente est un fait. Est-elle pour autant une nouvelle grande puissance ? En dépassant le cap de 1,429 milliard d'habitants, l'Inde devient en 2023 le pays le plus peuplé du monde, à la suite du vieillissement de la population chinoise. L'âge moyen de la population indienne est de 28 ans, contre 39 ans en Chine, mais ce « dividende démographique » constitue-t-il un atout solide, au vu du marché de l'emploi ? Cinquième puissance économique par son produit intérieur brut (PIB) depuis 2019, l'Inde a dépassé le Royaume-Uni et la France avec un taux de croissance, après le rattrapage post-Covid-19, de l'ordre de 6 % – le plus élevé des principaux acteurs économiques mondiaux.

---

2. « Message from the Foreign Secretary of India », Dialogue Raisina Conference Booklet, Observer Research Foundation & Ministry of External Affairs, mars 2023, p. 7.

Moins optimistes, certains analystes<sup>3</sup>, tels l'ancien gouverneur de la Banque centrale indienne Raghuram Rajan ou le président de la Confédération des industries indiennes, soulignent le ralentissement de la croissance (4,4 % au dernier trimestre 2022), la possible fragilité de la reprise après le choc du Covid-19, les taux d'intérêt élevés qui ralentissent l'investissement privé dans un contexte global peu favorable et la double disparité entre urbains et ruraux, classes moyennes et classes défavorisées. À l'inverse, la décision d'Apple de fabriquer en Inde 25 % de ses smartphones témoigne de l'attractivité croissante d'un pays qui appelle les industriels étrangers à « fabriquer en Inde », pour y vendre ou pour exporter...

Depuis des années, l'Inde annonce vouloir atteindre un PIB de 7 trillions de dollars en 2030 (il est actuellement de 3,8 trillions selon le Fonds monétaire international), ce qui en ferait la troisième économie mondiale. Deuxième objectif affiché : être un pays développé en 2047, année du centenaire de l'indépendance. Un récent rapport de la firme Ernst & Young anticipait<sup>4</sup>, avec une croissance moyenne annuelle qui resterait de l'ordre de 6 %, un PIB de 26 trillions de dollars pour 2047

### Être un pays développé en 2047

couplé à un revenu par tête de 15 000 dollars, soit près de six fois celui d'aujourd'hui. Il ne s'agit certes là que de projections sujettes à caution mais, dans un monde où l'économie ralentit, la croissance annoncée entretient un certain état d'esprit dans les sphères gouvernementales (et au-delà) qui, conviction ou propagande, annoncent l'entrée de l'Inde dans l'*Amrit Kaal*. Ce concept de l'astrologie védique définit les temps auspiceux et promet au pays, Modi *dixit*, un développement inclusif pour tous ainsi que son entrée dans une « nouvelle ère » (comme pour la Chine de Xi Jinping, mais sous un autre mode)...

Pour l'heure, l'indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement classe l'Inde au 132<sup>e</sup> rang mondial, devant le Pakistan certes (161<sup>e</sup>) mais derrière le Bangladesh (127<sup>e</sup>) et loin derrière les autres pays des BRICS<sup>5</sup>. Ce qui n'interdit pas à l'Inde d'investir de plus en plus dans sa défense, premier poste du budget de l'État. Le budget de défense annoncé le 1<sup>er</sup> février pour l'année financière 2023-2024

3. « Raghuram Rajan Says India "Dangerously Close" to Hindu Rate of Growth », *Business Today*, 5 mars 2023 ; « Growth Trajectory Fragile, Time to Pause Rates Increase, Says CII's Bajaj », *The Hindu*, 14 mars 2023.

4. « India@100. Realizing the Potential of a US\$ 26 Trillion Economy », Ernst & Young, 2023.

5. « Human Development Insights », Programme des Nations unies pour le développement, disponible sur : <https://hdr.undp.org>.

est en hausse de 13 %, atteignant 72,4 milliards de dollars<sup>6</sup>. L'Inde se place ainsi au quatrième rang mondial – rétrogradée d'une place suite à l'effort de guerre russe –, loin derrière les États-Unis et la Chine mais devant le Royaume-Uni et la France. L'Inde entend développer au maximum ses propres capacités de défense : elle a produit et mis en service son premier sous-marin à propulsion nucléaire en 2016 et son premier porte-avions en 2022, « témoignage unique de l'Inde devenant autonome », soulignait<sup>7</sup> alors le Premier ministre. Mais l'Inde n'en reste pas moins, sur les dix dernières années, le plus grand importateur d'armes au monde. Ses principaux fournisseurs sont, pour la période 2018-2022, la Russie (45 %), la France (29 %) et les États-Unis (11 %)<sup>8</sup>.

### L'affichage diplomatique : lecture du monde et agenda

Emblématique de la vision gouvernementale, le discours du ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2022 mettait en avant les thèmes privilégiés par l'Inde, « plus grande démocratie du monde ». La formule est reprise par les partenaires américains et australiens, entre autres, quand bien même cette démocratie deviendrait illibérale à maints égards.

Ce discours diplomatique était riche de marqueurs idéologiques. En 2005, l'ancien Premier ministre congressiste Manmohan Singh avait acté<sup>9</sup>, à Oxford, le passage des temps post-coloniaux aux temps post-postcoloniaux avec la déclaration suivante : « Aujourd'hui, il est possible pour un Premier ministre indien d'affirmer que l'expérience de l'Inde face au Royaume-Uni a eu aussi des effets bénéfiques. Nos notions du respect de la loi, d'un gouvernement constitutionnel, de presse libre, d'un service d'État professionnalisé, d'universités modernes et de laboratoires de recherche ont toutes pris corps dans le creuset où la vieille civilisation indienne a rencontré l'Empire dominant du moment. » Il rappelait également que les pères fondateurs de la République indienne « ont aussi été grandement influencés par les idées associées à l'âge des Lumières en Europe ».

Ces considérations avaient valu à leur auteur des critiques des deux bords de l'échiquier politique, communistes et nationalistes hindous.

6. L. Behera, « High on Revenue, Low in Capital: India's Defence Budget 2023-24 », *Brief*, n° 614, Observer Research Foundation, février 2023.

7. « The Glorious History of Indian Aircraft Carriers », Ministry of Defence, 6 septembre 2022, disponible sur : <https://pib.gov.in>.

8. « Trends in International Arms Transfers, 2022 », *SIPRI Factsheet*, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, mars 2023, p. 6.

9. « Address by Prime Minister Dr Manmohan Singh in Acceptance of Honorary Degree from Oxford University », 7 juillet 2005, disponible sur : <https://archivepmo.nic.in>.

Nous n'en sommes plus là aujourd'hui, les nationalistes hindous considérant que l'héritage colonial reste à effacer. Dans la « nouvelle Inde » de Narendra Modi, il s'agit bien, dit Jaishankar<sup>10</sup>, de « se libérer de la pensée coloniale ». « Nous sommes en train de régénérer une société pillée par des siècles d'attaques étrangères et de colonialisme » poursuit-il, s'attirant les sarcasmes de l'ancien ambassadeur Vivek Katju, qui décrypte derrière les « attaques étrangères » les raids qui conduisirent *in fine* à l'établissement de royaumes musulmans en terre indienne, puis de l'Empire moghol. « C'est peut-être la première fois que la lecture de l'histoire indienne des présentes forces au pouvoir a été formulée devant l'Assemblée générale des Nations unies, quoiqu'en langage codé. » De même Vivek Katju s'étonne-t-il<sup>11</sup> que le ministre puisse souligner que l'entreprise de renouveau du pays menée par Narendra Modi est conduite par « des voix plus authentiques et un leadership enraciné » – façon de disqualifier les prédécesseurs du Bharatiya Janata Party, et particulièrement les gouvernements « congressistes », dont celui, fondateur, de Nehru, contre-modèle du régime actuel.

## Une contestation de l'Occident

Face aux critiques sur l'évolution de la démocratie indienne, la réponse<sup>12</sup> du ministre est sans nuance diplomatique, en dépit de l'élargissement des partenariats avec l'Occident : « Vous avez un lot de gardiens auto-désignés du monde, qui trouvent très difficile d'accepter que quelqu'un en Inde ne cherche pas leur approbation et ne désire pas jouer le jeu qu'ils veulent jouer. Ils inventent donc leurs règles, leurs paramètres, formulent leurs jugements et font comme si tout cela était une manière de référence globale. » Nous ne sommes pas très loin de la contestation chinoise de l'universalité des valeurs occidentales et de l'idée d'un déclin de l'Occident face à l'Asie montante...

Au-delà de ces controverses, le discours de Jaishankar rappelle quelques grandes priorités indiennes. L'engagement sur le climat, selon « le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives », qualifié de « justice climatique », appelle les pays industrialisés de longue date à financer les efforts nécessaires des pays moins développés. Il rappelle le slogan LIFE de Narendra Modi, grand amateur d'acronymes, pour *Lifestyle for Environment*, « hommage à mère

10. « India's Statement at the General Debate of the 77<sup>th</sup> Session at the UN General Assembly », Permanent Mission of India to the UN, 24 septembre 2022, disponible sur : [www.pminnewyork.gov.in](http://www.pminnewyork.gov.in).

11. V. Katju, « Domestic Ideologies in External Settings », *The Hindu*, 7 octobre 2022.

12. S. Biswas, « "Electoral Autocracy": The Downgrading of India's Democracy », BBC, 16 mars 2021, disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

Nature ». La préoccupation pour l'environnement est présentée comme partie prenante de « notre riche héritage civilisationnel, source de fierté et de force ».

En matière de sécurité, sont mis en avant le domaine maritime et le contre-terrorisme. Jaishankar évoque sans les citer le Pakistan, visé par la notion de « terrorisme transfrontalier », et la Chine, qui a plusieurs fois bloqué en 2022 les initiatives indiennes visant à classer des leaders pakistanais des Lashkar-e-Tayyiba et du Jaish-e-Mohammed comme « terroristes globaux », au titre du régime des sanctions défini par les résolutions onusiennes 1267, 1989 et 2253.

Est aussi mise en lumière la politique d'aide humanitaire, appelant « des mesures exceptionnelles en des temps exceptionnels » dans le voisinage proche : Afghanistan, Sri Lanka, Birmanie, mais aussi au-delà. L'Inde se plaît à souligner, contre l'égoïsme occidental, sa distribution de vaccins anti-Covid-19 dans des dizaines de pays du Sud. Les risques climatiques et les effets socio-économiques du conflit en Ukraine ajoutent, au-delà de la pandémie, à la nécessité de l'aide.

Un point majeur du discours indien mérite attention : celui qui appelle à agir pour redéfinir le multilatéralisme en réformant le Conseil de sécurité. La critique du système actuel est virulente. Il est qualifié d'anachronique et d'inefficace, « profondément injuste, déniait à des continents entiers une voix dans un forum qui délibère de leur avenir ». Établi en 2005 par l'Inde, l'Allemagne, le Japon et le Brésil, le G4 plaide pour le légitime élargissement du Conseil de sécurité (passage des membres permanents de 5 à 11 et des membres non permanents de 10 à 14). En dépit de l'accord de principe donné par quatre des cinq membres permanents du Conseil (Chine exclue), le dossier n'avance guère, alors qu'il reste central pour New Delhi. Au-delà, deux points de l'intervention de Jaishankar méritent une analyse particulière : l'Ukraine et la présidence indienne du G20.

### **Ukraine : l'Inde, puissance abstentionniste ?**

Non sans contradiction apparente, l'Inde, qui souhaite devenir membre permanent du Conseil de sécurité, a multiplié les abstentions sur la question ukrainienne au sein du Conseil dont elle a été membre non permanent de janvier 2021 à décembre 2022, aussi bien qu'à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme. Au départ, la priorité indienne affichée était l'évacuation de 18 000 citoyens indiens bloqués en Ukraine, pour beaucoup des étudiants en médecine. La mission Gange lancée le 3 mars se termina huit jours plus tard, tandis qu'en parallèle

Narendra Modi et le ministère des Affaires étrangères plaident pour la désescalade et le dialogue entre Moscou et Kiev.

Les explications de vote du représentant permanent à l'ONU laissent perplexe : le 2 mars 2022, rappelant que l'Inde avait déjà envoyé de l'aide humanitaire à l'Ukraine, l'ambassadeur précise<sup>13</sup> que « l'Inde exhorte tous les États membres à démontrer leur engagement envers les principes de la Charte des Nations unies, le droit international et le respect pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États ». Mais contre toute logique, après le rappel de ces principes, il en conclut : « Considérant l'évolution de la situation dans sa totalité, l'Inde a décidé de s'abstenir. » Une dichotomie maintes fois répétée, vote après vote, fût-ce avec des variantes, les explications de vote ultérieures arguant que les résolutions en jeu ne faisaient pas avancer un nécessaire processus de paix.

Des éditorialistes indiens se sont interrogés sur la sagesse de cette politique, en se référant aux principes affichés par le gouvernement Modi, « Évacuer les Indiens est une importante priorité, mais ce ne peut être la seule préoccupation de l'Inde, vu ses aspirations au leadership global et sa devise si souvent citée de *Vasudhaiva Kutumbakam*<sup>14</sup> », ou en arguant des réalités géopolitiques et du froid calcul des intérêts indiens : « L'Inde peut-elle maintenir indéfiniment sa position abstentionniste ? [...] Est-ce cette Russie que l'Inde veut comme partenaire stratégique ? La Chine est la principale menace à l'encontre de l'Inde, et tout pays qui dépend de la Chine n'est pas un partenaire stratégique idéal. Si la Russie continue ainsi, de combien de temps dispose New Delhi avant que ne montent les murmures de Washington à propos d'un de ses partenaires du Quad ? [...] Les temps ont changé, et la diplomatie indienne doit aussi changer.<sup>15</sup> »

Dans le débat indien, le froid calcul de la *realpolitik* peut tout aussi bien légitimer la position opposée. Si certains analystes reprennent l'argumentaire russe d'une poussée de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, non respectueuse des accords de Minsk, comme cause majeure de la réaction de Moscou<sup>16</sup>, d'autres justifient plus simplement la ligne du gouvernement Modi : il s'agit d'en appeler à la paix sans prendre parti, au nom des intérêts de l'Inde. Alors que les relations entre Washington et New

13. « Adoption of Resolution on Ukraine in the UN General Assembly. Statement by Ambassador T. S. Tirumurti, Permanent Representative of India to the United Nations », Permanent Mission of India to the UN, 2 mars 2022, disponible sur : [www.pminewyork.gov.in](http://www.pminewyork.gov.in).

14. « Not Taking Sides: On India and the Ukraine Conflict », *The Hindu*, 4 mars 2022.

15. « Don't Abstain: Even Cold Calculations of National Interest Indicate that India's Position on Russia Should Change », *The Times of India*, 2 mars 2022.

16. K. Sibal (ancien ambassadeur indien à Moscou et ancien *Foreign Secretary*), « NATO's Expansion Caused Ukraine Crisis », *The Hindu*, 24 mars 2022.

Delhi se renforcent – confortées entre autres par une volonté commune de résister à la poussée chinoise en Asie (y compris aux frontières indiennes) et dans l’Indo-Pacifique –, la Russie reste son principal pourvoyeur d’armement. Pour reprendre la formule<sup>17</sup> de la secrétaire d’État indienne aux Affaires étrangères, « l’Inde a des relations étroites et amicales avec les États-Unis comme avec la Russie, chacune de ces relations ayant ses mérites propres ».

Forte de cet argumentaire, l’Inde n’a pas appliqué de sanctions contre Moscou, devenu en quelques mois un fournisseur majeur de pétrole et de gaz, et a résisté aux pressions occidentales lui demandant de changer de posture. Sans condamner explicitement l’agression russe, Narendra Modi s’est toutefois décidé à déclarer à Vladimir Poutine, lors du sommet de **Un abstentionnisme indien récurrent** l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS) tenu à Samarcande le 16 septembre 2022, que « le temps présent n’est pas celui de la guerre ». Une semaine plus tard, à la tribune de l’Assemblée générale des Nations unies, Jaishankar ajoutait : « Tandis que le conflit en Ukraine continue de faire rage, on nous demande souvent de quel côté nous sommes [...]. L’Inde est du côté de la paix et y restera fermement. [...] Nous sommes du côté qui en appelle au dialogue et à la diplomatie, comme seule solution possible.<sup>18</sup> »

Le mécontentement occidental s’est finalement très vite atténué. Les États-Unis, au premier chef, ont reconnu la spécificité des relations indo-russes, suggérant qu’une influence indienne sur Moscou pourrait aider à calmer le jeu, mais considérant surtout que l’Inde, membre du Quad (Australie, États-Unis, Inde et Japon), était un partenaire trop important dans la stratégie indopacifique vis-à-vis de la Chine pour lui reprocher sa posture sur l’Ukraine. D’autant qu’un certain consensus prévaut sur ce point en Inde, où le principal parti d’opposition – le Congrès – reste fort prudent. Lorsque celui-ci était au pouvoir, l’Inde s’était déjà abstenue sur la résolution onusienne condamnant l’annexion de la Crimée par Moscou<sup>19</sup>.

Ce prudent équilibre semble mal cadrer avec les aspirations à la puissance, mais il ne dessert pas les intérêts stratégiques du pays. La Russie n’est d’ailleurs pas seule en cause : l’abstentionnisme indien est récurrent sur nombre de questions sensibles. En mai 2021, au Conseil des droits de l’homme, l’Inde s’est abstenue sur la résolution demandant une enquête

17. « India Says US, Russia Ties “Stand on their Own Merit” », *Dawn*, 25 mars 2022.

18. « India’s Statement at the General Debate of the 77<sup>th</sup> Session at the UN General Assembly », *op. cit.*

19. D. Roy Chowdhury, « Why the US Doesn’t Mind India’s Notable Silence on Ukraine », *Time*, 6 mars 2022.



sur les bombardements israéliens sur Gaza<sup>20</sup>. Le 6 octobre 2022, au même Conseil, l'Inde s'est abstenue sur une résolution appelant à enquêter sur les violations des droits de l'homme liées à la guerre civile au Sri Lanka entre 1983 et 2009<sup>21</sup>. Le lendemain, toujours au Conseil des droits de l'homme, l'Inde s'abstenait sur la question ouïghoure, arguant que « les résolutions visant un seul pays ne sont pas efficaces », tout en appelant à respecter et à garantir les droits des Ouïghours<sup>22</sup>. Le 22 décembre, au Conseil de sécurité, l'Inde s'abstenait encore, comme la Russie et la Chine, sur une résolution condamnant la junte birmane, plaidant pour « une diplomatie patiente et constructive » vis-à-vis du régime militaire<sup>23</sup>. Huit jours plus tard, à l'Assemblée générale des Nations unies, elle s'abstenait de nouveau sur une résolution sollicitant l'opinion de la Cour internationale de justice sur l'occupation par Israël des territoires palestiniens<sup>24</sup>.

Au-delà des principes, toutes ces abstentions s'expliquent. Israël est pour New Delhi un partenaire important en technologies sécuritaires, d'autant que se met en place depuis octobre 2021 un autre Quad centré sur le Moyen-Orient, l'I2U2 (Inde, Israël, États-Unis et Émirats arabes unis)<sup>25</sup>. De plus, face à l'activisme chinois dans l'océan Indien, il importe de ne pas contrarier les voisins courtisés par Pékin : Sri Lanka et Birmanie par exemple. Quant aux Ouïghours, pourquoi ajouter au contentieux avec la Chine, tant sur les frontières contestées, objets de graves accrochages en 2020, que sur le corridor économique sino-pakistanaï ?

Bien loin, en apparence, de ces calculs réalistes, la présidence indienne du G20 donne au gouvernement Modi l'opportunité d'apparaître sous un autre jour, sous une double focale, en acteur aux responsabilités mondiales et en porte-voix du Sud global.

## La fièvre du G20

La présidence du G20 est tournante. L'Inde l'assume pour un an, après l'Indonésie et avant le Brésil, mais la mise en scène voulue par le pouvoir donne un cachet particulier à cette responsabilité temporaire. Avec un calendrier de rencontres nourri à travers le pays, le gouvernement Modi

20. S. Roy, « India Abstains on UNHRC Resolution Proposing Probe in Gaza Violence », *The Indian Express*, 28 mai 2021.

21. M. Srinivasan, « India Abstains on Sri Lanka Vote at Human Rights Council », *The Hindu*, 6 octobre 2022.

22. A. Krishnan, « Xinjiang Not a Human Rights Issue, Says Beijing », *The Hindu*, 9 octobre 2022.

23. S. Haidar, « India Abstains from UNSC Vote on Myanmar, Calls for Constructive Diplomacy », *The Hindu*, 22 décembre 2022.

24. « India Abstains from Voting on UN Resolution on Israel », *The Hindu*, 1<sup>er</sup> janvier 2023.

25. N. Suri et K. Taneja (dir.), « I2U2: Pathways for a New Minilateral », Observer Research Foundation, mars 2023.

entend faire de cet épisode un pilier du narratif mis en place avant les législatives de 2024. Ce n'est pas un hasard si le logo adopté par le G20 indien reprend symboliquement l'image du lotus que l'on trouve aussi sur le logo du Bharatiya Janata Party. Dans les pages de publicité des médias, comme sur les abribus de New Delhi ou d'ailleurs, le portrait de Modi voisine avec le logo du G20. Une publication officielle<sup>26</sup> résume en couverture la vision que l'Inde entend donner d'elle-même : « L'Inde nouvelle, emplie de l'esprit d'une terre, une famille, un avenir, montre au monde un nouveau chemin qui est fort, capable, imbu d'autonomie. La présidence du G20 assumée par l'Inde est un symbole de la confiance que le monde accorde au pays. » Quant au titre donné au Dialogue Raisina de 2023 – « Le phare dans la tempête ? » –, il suggère, fût-ce sur le mode interrogatif, que l'Inde entend éclairer le monde, pour construire un consensus et bâtir un avenir commun<sup>27</sup>.

Dans son message<sup>28</sup> aux ministres des Affaires étrangères du G20 réunis à New Delhi le 2 mars 2023, le Premier ministre indien appelle ainsi à « l'unité d'objectifs et à l'unité d'action », dans un temps marqué par « de profondes divisions globales » et par « la crise du multilatéralisme », l'« architecture de gouvernance mondiale établie après la Seconde Guerre mondiale » ayant échoué quant à ses deux objectifs : empêcher les guerres et promouvoir la coopération internationale au nom d'intérêts communs. Les « tragiques conséquences » de cet échec face aux crises récentes (crise financière, changement climatique, pandémie, terrorisme et guerres) sont d'abord ressenties par les pays en développement. « C'est pourquoi la présidence indienne du G20 a tenté de donner la parole au Sud global. » Et d'ajouter : « Comme vous vous réunissez sur la terre de Gandhi et du Bouddha, je prie pour que vous trouviez inspiration dans l'éthos civilisationnel indien, afin de vous concentrer non sur ce qui nous divise, mais sur ce qui nous unit. »

Dès l'automne 2022, le directeur d'un *think tank* proche du pouvoir appelait<sup>29</sup> l'Inde à « se préparer à gérer les conséquences de multiples crises globales » dans le cadre du G20. De son côté, un analyste indépendant souligne<sup>30</sup> combien, en dépit des défis, la présidence du G20 définit

26. Couverture du magazine gouvernemental *New India Samachar*, vol. 3, n° 14, 16-31 janvier 2023.

27. « Provocation, Uncertainty, Turbulence: Lighthouse in the Tempest? » Dialogue Raisina Conference Booklet, Observer Research Foundation & Ministry of External Affairs, mars 2023.

28. « Video Message by Prime Minister Shri Narendra Modi to the G20 Foreign Ministers' Meeting », Press Information Bureau, Government of India, 2 mars 2023, disponible sur : <https://pib.gov.in>.

29. A. Gupta, « India Should Prepare to Deal with the Fallout of Multiple Global Crises », Vivekananda International Foundation, 10 octobre 2022, disponible sur : [www.vifindia.org](http://www.vifindia.org).

30. H. Jacob, « India's Moment under the Diplomatic Sun Must be Used », *The Hindu*, 6 mars 2023.

des circonstances exceptionnelles pour les ambitions indiennes, en dessinant l'échiquier complexe sur lequel l'Inde compte agir : « Plus puissant économiquement et militairement [que jadis], courtisé par les grandes puissances, New Delhi a habilement joué des échecs de l'ordre mondial à son avantage. L'inquiétude suscitée par la montée en puissance agressive de la Chine a poussé elle aussi les leaders mondiaux à chercher des alternatives géopolitiques dans l'Indo-Pacifique. [...] L'Inde préside à la fois le G20 dominé par les États-Unis et l'Occident, et l'OCS. Elle cherche à être à la haute table mondiale, tout en étant sérieusement candidate au leadership du Sud global. »

De fait, en quelques semaines, début 2023, l'Inde a organisé un sommet en ligne, « La voix du Sud global », regroupant les ministres de l'Énergie d'une quinzaine de pays. Elle a reçu, comme signalé, les ministres des Finances et les ministres des Affaires étrangères du G20, outre les représentants des grandes organisations internationales (Nations unies, Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Organisation internationale du travail, Organisation de coopération et de développement économiques, Banque asiatique de développement...), tout en désignant comme États invités du G20 le Bangladesh, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Espagne, Maurice, le Nigeria, Oman, les Pays-Bas et Singapour. En marge des rencontres ministérielles, elle a facilité un bref entretien entre le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le secrétaire d'État américain Antony Blinken, évidemment sans effet. L'idée d'une médiation indienne sur l'Ukraine attend toujours de se concrétiser.

### À la recherche d'un leadership du Sud global ?

Narendra Modi appelait à l'unité : vœu pieux, mais non satisfait. Divisés sur l'Ukraine, ni les ministres des Finances du G20 réunis à Bangalore fin février, ni leurs collègues des Affaires étrangères réunis à Delhi début mars n'ont signé de communiqués communs. Dans les deux cas, il est revenu à la présidence indienne de publier le compte rendu des rencontres en identifiant les paragraphes objets de désaccord – ceux touchant à l'Ukraine<sup>31</sup>.

Définissant sa ligne abstentionniste à l'ONU, l'Inde n'en poursuit pas moins son partenariat indopacifique. Le 3 mars, au lendemain du sommet

31. « G20 Foreign Ministers' Meeting (New Delhi, 1-2 March 2023). Chair's Summary and Outcome Document », G20, 2 mars 2023, disponible sur : [www.g20.org](http://www.g20.org).

ministériel du G20, le Quad s'est réuni à New Delhi. Au-delà des thèmes habituels de ces rencontres, la déclaration conjointe<sup>32</sup> qui s'est ensuivie s'est félicitée de la politique indienne connectant l'Association des États riverains de l'océan Indien à la réflexion sur l'Indo-Pacifique. Elle a approuvé la volonté de réformer le Conseil de sécurité et a explicitement appelé à punir les responsables des attentats terroristes menés contre l'Inde depuis le Pakistan en 2008 et 2016, tout en annonçant la mise en place d'un groupe de travail du Quad sur le contre-terrorisme. Évoquant l'Ukraine, la déclaration juge, de plus, « inadmissible l'usage ou la menace de l'usage des armes nucléaires », rappelant en même temps que « l'ordre international régulé doit respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale, la transparence et la résolution pacifique des différends ». Un clair message à Moscou, alors que le rapport annuel<sup>33</sup> du ministère des Affaires étrangères indien pour 2021-2022, publié quelques jours après la rencontre du G20, rappelle que « les relations commerciales et la coopération économique restent un pilier clé du partenariat stratégique indo-russe ».

### **L'Inde, puissance d'équilibre ou en quête d'équilibre ?**

Le grand discours indien sur l'unité du monde à conforter, sur fond de crises multiples, dessine une Inde qui se voudrait puissance d'équilibre, entre l'Eurasie (l'OCS) et l'Indo-Pacifique (le Quad), entre les puissances occidentales, qu'elle accuse tout en s'en faisant partenaire économique et militaire, et le Sud global qu'elle entend servir, ou guider. Mais face à une Chine qui pèse cinq fois son PIB et qui la cerne sur terre et sur mer par la Belt and Road Initiative, une Chine qui la bouscule sur ses frontières himalayennes, l'Inde ne serait-elle pas aussi, et surtout, une puissance en quête d'équilibre ?

Justifiant son abstentionnisme à l'ONU, le pouvoir indien n'entend pas ranimer le concept de non-alignement, trop lié à Nehru qu'il exècre – trop occidentalisé, trop peu indien et trop peu hindou à ses yeux –, même sous la forme que des intellectuels sud-américains ravivent<sup>34</sup> aujourd'hui en plaidant pour un « non-alignement actif pour le nouveau siècle ». Autonomie stratégique ? La formule porte trop la marque du gouvernement « congressiste » ayant dirigé le pays de 2004 à 2014. Multialignement ? L'oxymore, un temps à la mode, s'efface.

32. « Joint Statement of the Quad Ministerial Meeting in New Delhi », U.S. Department of State, 3 mars 2023.

33. « Annual Report 2021-2022 », Ministry of External Affairs, mars 2023, p. 80.

34. C. Fortin, J. Heine et C. Ominami (dir.), *El No Alineamiento Activo y América latina: una doctrina para el nuevo siglo*, Santiago de Chile, Catalonia, 2021. Jaishankar a toutefois présidé à la sortie en Inde de la version anglaise de l'ouvrage en février 2023.

Reste à naviguer en eaux agitées, non sans défis. L'universitaire Happy-mon Jacob en relève<sup>35</sup> quatre. En premier lieu, les présidences du G20 et de l'OCS ne durent qu'un an, et la Chine ne laissera pas New Delhi prendre le leadership sur le Sud global. Ensuite, il faut prendre garde aux propos plus offensants qu'amicaux à l'égard des partenaires occidentaux, tant sur les conséquences du conflit ukrainien, sur la lutte anti-Covid-19, que sur les critiques adressées aux dérives illibérales du régime. En troisième lieu, le jeu d'équilibre n'est pas sans risque, *a fortiori* face à la Chine. Enfin, la politique étrangère ne doit pas être biaisée par les jeux politiques internes à l'approche des élections de 2024.

Pour le pouvoir, l'optimisme affiché est de rigueur : l'Inde n'est-elle pas entrée dans les temps auspicioseux de *l'Amrit Kaal*, comme en témoignent ses avancées récentes ? Mais, au-delà des controverses, la question de la quête de puissance indienne reste légitimement posée et nourrit la réflexion des grands analystes de l'évolution du pays<sup>36</sup>.




---

### Mots clés

Inde  
Politique étrangère  
Indo-Pacifique  
Occident

---

35. H. Jacob, « India's Moment under the Diplomatic Sun Must be Used », *op. cit.*

36. A. Tellis, B. Debroy et R. C. Mohan (dir.), *Grasping Greatness: Making India a Leading Power*, New Delhi, India Viking, 2022.

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2023

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	■ 23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	■ 20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>